



[CR de lecture] - Yohann Douet, L'hégémonie et la révolution. Gramsci, penseur politique. Paris, Amsterdam, 2023, 320 p., 20 €

Marie Lucas

► To cite this version:

Marie Lucas. [CR de lecture] - Yohann Douet, L'hégémonie et la révolution. Gramsci, penseur politique. Paris, Amsterdam, 2023, 320 p., 20 €. Astérion, 2024, <10.4000/asterion.10438>. <hal-04534059>

HAL Id: hal-04534059

<https://hal.science/hal-04534059v1>

Submitted on 8 Apr 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Yohann Douet, *L'hégémonie et la révolution. Gramsci, penseur politique*

Paris, Amsterdam, 2023, 320 p., 20 €

Marie Lucas

« Les *Cahiers de prison* ne sont pas un manuel contenant des recettes stratégiques prêtes à l'emploi » (p. 296). Ces mots de conclusion ne signifient pas que Yohann Douet cherche à arracher Gramsci à ses interprètes militants. Bien au contraire, il souhaite le leur rendre dans toute son originalité et son épaisseur. Pour cela, il entame un ample dialogue avec les lieux communs qui ont cours aujourd'hui. Loin d'opposer les usages courants à la discipline savante, il cherche, au fil d'un travail minutieux de définition et de contextualisation, à les aiguïser, les préciser, les ajuster. Huit chapitres déploient avec clarté et précision les problèmes, les enjeux et les solutions qui fondent les actualisations de la réflexion gramscienne. Mais cette actualité ne peut être pensée abstraitement, sans avoir à l'esprit la genèse située des concepts d'hégémonie, de subalternes, d'État, de révolution passive, etc. Les six premiers chapitres s'appliquent donc à suivre le texte gramscien en développant, nuancant ou critiquant les lectures politiques qui en ont été faites ; les deux derniers étudient, quant à eux, la pertinence des catégories de Gramsci en vue d'un diagnostic sur le présent et de leçons pour l'action politique.

Sortir de la subalternité – thème du chapitre 1 – ne signifie pas seulement pour Gramsci cesser d'être passif mais s'unifier et s'organiser. Cette catégorie des « subalternes », qui a inspiré jusqu'à nos jours les *Subaltern Studies*, naît dans une Italie rurale où le parti communiste peine à mobiliser la paysannerie. Plus souple que la notion marxienne de « classe », la catégorie de « subalternes » permet d'envisager différentes formes de domination, mais ne peut pas toutefois être dissociée des rapports de force économiques. Y. D. met ainsi en garde contre « le double écueil de l'essentialisme et du post-marxisme », ce dernier porté par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe.

Le chapitre 2 s'essaie alors à définir l'horizon des subalternes, l'hégémonie, notion que Gramsci reprend à Lénine et dont il fait un usage original. La vulgate faisant de lui le théoricien de la « bataille des idées » ou de la « guerre culturelle » (voire de ce qu'on a appelé le « gramscisme de droite » !) est ici critiquée : la lutte pour l'hégémonie ne saurait être réduite à sa dimension culturelle, encore moins intellectuelle. Elle est indissociable des rapports de force économiques et politiques. L'hégémonie est la capacité d'une classe à universaliser ses revendications, « c'est la lutte de classe comprise en un sens élargi » – Y. D. reprend la formule à André Tosel. Il ne peut donc y avoir plusieurs hégémonies (et on ne peut donc pas parler de « contre-hégémonie »).

Y. D. peut ainsi approfondir au chapitre 3 la distinction qualitative entre hégémonie bourgeoise et hégémonie prolétarienne. La théorie du pouvoir n'est chez Gramsci ni anhistorique ni abstraite des rapports de force entre classes. Y. D. examine à ce sujet les objections de Perry Anderson et Chris Harman qui estimaient que l'idée d'une domination culturelle avant la prise du pouvoir n'avait aucun sens pour la classe ouvrière dépossédée précisément des moyens de cette domination. Or, selon Y. D., Gramsci avait bien ces limites à l'esprit : c'est en vertu de cette autonomie limitée des groupes subalternes que la révolution socialiste nécessite la médiation du parti et l'instauration provisoire d'un État fort. Exercer une activité hégémonique avant la prise du pouvoir signifie « chercher à préfigurer la société postrévolutionnaire » à

travers des organisations, syndicats, associations de toutes formes. Mais la révolution est une condition nécessaire.

Le chapitre 4 passe à la définition gramscienne de l'État et de la société civile. Il distingue Gramsci, aussi bien des théoriciens de l'autonomie de la société civile vis-à-vis de l'État (Habermas, Hardt, Negri) que de ceux qui, au nom d'une porosité croissante entre les deux, croient en une possible libération simultanée par le haut et par le bas (eurocommunistes, Poulantzas, Buci-Glucksmann). Gramsci pense la distinction et l'unité dialectique de la société civile et de l'État, ce dernier conçu comme ce qui unifie et constitue la société de l'intérieur. Y. D. insiste sur les articulations fines de cette pensée de l'État, qui oppose aux tendances dictatoriales de son époque un mot d'ordre démocratique : celui d'une société socialiste entraînant, après la révolution, le dépérissement de l'État.

Cet horizon introduit au chapitre 5 la question décisive – sur laquelle on va revenir – du moyen de cet avènement : le parti révolutionnaire, désigné comme le « Prince moderne ». Y. D. décrit très bien la tension qui traverse les écrits sur le parti politique, entre une logique émancipatrice et une logique d'efficacité organisationnelle. Touchant là un des problèmes les plus épineux, Y. D. développe de façon convaincante le rôle attribué par Gramsci à la démocratie (son « centralisme démocratique ») comme but du parti révolutionnaire mais aussi comme moyen essentiel, « laboratoire » de la société et de l'État à venir.

Le chapitre 6 revient sur la distinction entre guerre de position et guerre de mouvement en mettant en garde contre une opposition trop ferme entre ces deux stratégies. Il n'y a pas, chez Gramsci, de substitution de l'une à l'autre mais un rapport dialectique. Gramsci n'est pas un penseur du gradualisme. Sans renversement du rapport de force, l'autonomie des subalternes sera toujours menacée et précaire. La guerre de position doit culminer dans une guerre de mouvement. Les deux toutefois ne s'excluent pas mutuellement – à ce propos, Gramsci rappelle que « les comparaisons entre l'art militaire et la politique doivent toujours être faites *cum grano salis* » – et concourent ensemble à la constitution de forces unifiées.

Au terme de cette exégèse théorique, Y. D. passe au chapitre 7 à une réflexion sur la valeur des concepts gramsciens pour décrire le néolibéralisme aujourd'hui. Plutôt que de « révolution passive », il préfère recourir à ce propos au concept de « contre-réforme ». Cette catégorie historiographique désigne le mouvement par lequel l'Église catholique réagit au XVI^e siècle à la Réforme protestante. Elle est reprise par Gramsci pour décrire l'Italie des années 1930 et définit un mouvement proprement réactionnaire. Tandis que, selon Y. D., la « révolution passive » serait un mouvement conservateur réalisant, pour perpétuer un rapport de force existant, certaines aspirations progressistes. La « révolution passive » s'applique très bien en revanche, selon l'auteur, à l'intégration d'aspirations populaires à la redéfinition du capitalisme des années 1940 aux années 1970, ou bien à certains aspects de la construction européenne. Cette distinction entre révolution passive et contre-réforme est éclairante, même si les deux termes ne s'excluent pas¹. Pour Gramsci, il n'est pas sûr qu'il existe des « contre-révolutions pures et simples » (p. 220) : même le fascisme en Italie ou la Compagnie de Jésus dans l'Église doivent, pour s'imposer, se résoudre à des concessions, parfois infimes et symboliques, à certaines attentes progressistes. L'analogie que Gramsci formule entre le pseudo-communisme du fascisme des années 1930 et celui des réductions jésuites au Paraguay en témoigne

¹ Y. D. développe et nuance la question dans un article paru en 2021 dans *Astérion* : Y. Douet, « La révolution passive chez Antonio Gramsci, entre histoire et politique », *Astérion*, n° 25, 2021. En ligne : [<https://journals.openedition.org/asterion/7716>] (consulté le 3 avril 2024).

(*Cahiers* 7, 10 et 22). L'utopie du « bon gouvernement » jésuite, respectueux des mœurs indigènes, à l'époque de la Contre-Réforme, et le néo-socialisme des corporations fascistes sont le maquillage fallacieux d'une « exploitation capitaliste » effrénée. Les mouvements les plus réactionnaires ne triomphent pas sans concessions, d'arrière-garde et souvent rhétoriques, au progressisme.

Enfin, le chapitre 8 aborde plus frontalement les conditions d'une actualisation des concepts gramsciens. Qui sont, se demande par exemple Y. D., aujourd'hui les subalternes ? Le mouvement ouvrier n'est plus ascendant, loin de là, mais reste à son sens le « pôle hégémonique », car le mieux organisé, de la défense d'exploités le plus souvent salariés. L'ouvrage s'achève sur le constat d'un affaïssement des tranchées de la guerre de position – l'école, la culture, les médias – et sur l'actualité, plus que jamais, de la guerre de mouvement. Mais dans un contexte où les espaces d'initiative se raréfient et où les luttes tendent à se replier sur les revendications individuelles, quelle forme peut et doit revêtir la mobilisation ?

À cette dernière question, Y. D. ne répond pas tout à fait et se contente de limer les aspérités de la proposition gramscienne : la rigueur de la discipline militante, les références aux hiérarchies militaires doivent être congédiées. Mais que garder alors de la forme-parti ? Le système politique gramscien ne s'écroule-t-il pas sans « Prince moderne » ? La tension qui traverse tout l'ouvrage, entre promotion du parti politique comme levier révolutionnaire et défense du pluralisme, se conclut sur une aporie. Y. D. écrit en effet que « la forme-parti bien comprise reste le meilleur moyen pour avancer vers l'unité des subalternes » (p. 275), mais il admet en même temps que le recentrement des luttes sur l'émancipation individuelle (féminisme, luttes LGBT+, etc.) met durement à l'épreuve cette doctrine (p. 271). L'antinomie entre le parti unifié (au risque de devenir simple « sac de pommes de terre ») et le parti formé d'individualités pleines et actives (au risque de la « cacophonie »), que Gramsci estime pouvoir surmonter dialectiquement en une harmonieuse symphonie, est reproposée par cet ouvrage sans indication d'une issue de secours.

L'inactualité de la promotion gramscienne du Parti unique est l'occasion, par contraste avec notre présent, de remarques intéressantes sur les progrès de nos exigences démocratiques, pluralistes, et sur le coût de ces exigences pour la gauche, en termes d'efficacité. Mais ce contraste n'est pas ce qui se dégage avant tout des notes gramsciennes. Une autre tension, esquissée par Y. D. au chapitre 5, pourrait être approfondie : celle qui écarte et confronte le Prince moderne, le parti politique idéal, et les partis historiques connus de Gramsci. Le parti gramscien n'est pas, ou pas seulement, le Parti communiste d'Italie des années 1920. Il n'est pas non plus, ou pas seulement, un organe technique. Il est un « bloc social actif » (p. 158). C'est sans doute dans la riche articulation entre volonté collective unifiée dans l'action et ramification infinie des foyers de réflexion politiques et culturelles (parti au sens technique d'une part et syndicats, journaux et revues, associations culturelles d'autre part) que réside l'originalité et l'intérêt persistant de l'expérience et de la théorie gramsciennes. Mais comment traduire politiquement aujourd'hui une telle unification des volontés mobilisées dans une organisation efficace ? L'horizon est bien opaque.

Ce livre est, lui aussi, tout sauf un manuel – même s'il en a la clarté et la pédagogie. Il porte de bout en bout une réflexion soutenue sur les moyens et les fins de l'action politique. Écartant les biais hagiographiques et les disqualifications a priori de Gramsci, il fait un travail salutaire de correction et de reformulation des leçons politiques du texte gramscien – il fait un sort au lieu commun réducteur d'un Gramsci penseur de l'émancipation par la culture. Mais les apories qu'il radicalise, plus encore que ses réponses, sont ce qui rend cet ouvrage si stimulant.